



**SEYSSES**  
DIRECTION DE L'URBANISME

**ARRÊTÉ D'ACCORD MODIFICATIF DE PERMIS DE CONSTRUIRE**

Délivré par le maire au nom de la commune  
N° 2024U-290

|  |   |
|--|---|
| Dossier n° : <b>PC 031547 21 U0062M02</b><br>Déposé le : <b>18/04/2024</b><br>Complété le : <b>13/06/2024</b><br><b>Nature des travaux</b> : MODIFICATION DES FAÇADES,<br>CONSTRUCTION D'UNE PERGOLA ET D'UN CLAUSTRAS,<br>SUPPRESSION DES MARQUAGES 'RÉSERVÉ' ET MISE À<br>DISPOSITION PAR SERVITUDE DE PRÉ-ÉQUIPEMENT<br>POUR LA RECHARGE DES VÉHICULES ÉLECTRIQUES.<br><b>Adresse des travaux</b> : 2 RUE DANIELLE CASANOVA 31600<br>SEYSSES<br><b>Références cadastrales</b> : 000AE0050 | <b>Demandeur principal</b> :<br>BURGER KING CONSTRUCTION<br>REPRÉSENTÉE PAR MADAME QUNIET<br>CHARLOTTE<br>34 RUE MOZART<br>92110 CLICHY |
| Surface de plancher créée avant modification : <b>390 m²</b><br>Surface de plancher créée après modification : <b>390 m²</b>   |   |

Le Maire de SEYSSES,

Vu la demande de PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF présentée le 18/04/2024 par la SAS BURGER KING CONSTRUCTION représentée par Madame QUNIET Charlotte et enregistrée par la mairie de SEYSSES sous le numéro PC 031547 21 U0062M02 en vue de la modification des façades, de la construction d'une pergola et d'un claustra, de la suppression des marquages 'réservé' et instauration d'une servitude mise à disposition de pré-équipement pour la recharge des véhicules électriques ;

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 25/02/2010, modifié le 24/11/2011, révisé le 24/05/2012 et le 26/02/2020, modifié le 15/02/2022 et modifié en dernière date le 09/02/2023 ;

Vu le plan de prévention des risques naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne, approuvé le 22/12/2008 ;

Vu l'arrêté municipal du 06/05/2022 accordant le Permis de Construire initial n° PC 031547 21 U0062 M01 à BURGER KING CONSTRUCTION représentée par Madame QUNIET Charlotte pour un projet de construction d'un restaurant Burger King ;

Vu l'arrêté municipal du 06/10/2023 accordant le Permis de Construire modificatif n° PC 031547 21 U0062 M01 à BURGER KING CONSTRUCTION représentée par Madame QUNIET Charlotte pour un projet de modification de la superficie de la parcelle cadastrale, de la diminution du nombre de place de parking et du nombre d'arbres plantés et de l'élargissement de la zone autour de l'abri vélo ;

Vu l'arrêté municipal n° AT 03154724U0003 en date du 02/09/2024 relatif à l'autorisation de travaux préalable à l'ouverture d'un établissement recevant du public ;

Vu l'attestation de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public en date du 04/10/2024 ;

Vu les pièces annexées au dossier de demande ;

Vu les pièces complémentaires reçues en mairie le 13/06/2024 ;




Vu l'avis de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité en date du 29/08/2024 ;

## ARRÊTE

### Article unique

Le **PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF** est **ACCORDÉ** pour les travaux décrits dans la demande présentée.

Les prescriptions contenues dans le permis d'origine et dans le permis modificatif M01, non modifiées par la présente autorisation, sont maintenues et devront être respectées.

|   |   |
|---|---|
| <p>Date d'affichage :</p> <p>- de l'avis de dépôt : 25/04/2024</p> <p>Certifié exécutoire,<br/>Reçu en Sous-préfecture :<br/>Le : 24/10/2024</p> <p>Affiché le 24/10/2024 jusqu'au 24/12/2024</p> | <p>Seysses, le 17 octobre 2024</p> <p>Le Maire,<br/>Jérôme BOUTELOUP</p>  |
|---|---|

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans le département dans les conditions prévues aux articles L 2131-1 et L2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

### RAPPELS RÉGLEMENTAIRES :

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux (le tribunal peut être saisi par la voie de l'application informatique 'Télérecours citoyens' accessible depuis le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)). Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis : Conformément à l'article R. 424-17 du code de l'urbanisme, le permis est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification mentionnée à l'article R. 424-10 où de la date à laquelle la décision tacite est intervenue. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Les dispositions du présent article sont applicables à la décision de non opposition à une déclaration préalable lorsque cette déclaration porte sur une opération comportant des travaux. En cas de recours contre le permis le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention. Le permis de construire, d'aménager ou de démolir ou la décision de non-opposition à une déclaration préalable peut être prorogé deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. La demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site Internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site Internet urbanisme du Gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a en aucun cas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droits privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : Le bénéficiaire a l'obligation de souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

**Achèvement des travaux de construction ou d'aménagement :** A l'achèvement des travaux de construction ou d'aménagement, vous devez adresser en Mairie une déclaration attestant cet achèvement et la conformité des travaux au permis délivré ou à la déclaration préalable (art L 462.1 du Code de l'Urbanisme). Lorsque les travaux ne sont pas conformes au permis délivré ou à la déclaration préalable, l'autorité compétente peut mettre en demeure le maître de l'ouvrage de déposer un dossier modificatif ou de mettre les travaux en conformité (art L 462-2 du Code de l'Urbanisme). Cette mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal. Elle peut être envoyée par courrier électronique dans les cas prévus à l'article R 423.48. Elle rappelle les sanctions encourues (art R 462.9 dernier alinéa).